

Guérini arrive à mettre la fonction publique sens dessus dessous

Publié le 12 avril 2024



Les propos du ministre Stanislas Guérini sur la réforme de la fonction publique ont suscité une vive réaction de la part des syndicats, remettant en question leur confiance envers le processus de concertation. Les déclarations du ministre sur la possibilité de licencier des fonctionnaires ont été vivement critiquées, les syndicats estimant qu'elles démontrent un mépris envers les travailleurs du secteur public et un manque de considération pour les enjeux sociaux et économiques. Cette annonce a été perçue comme une menace directe contre le statut des fonctionnaires, déjà fragilisé par d'autres réformes envisagées telles que la rémunération au mérite ou la suppression des catégories A, B, C.

Les syndicats ont également déploré la manière dont ces déclarations ont été faites, soulignant un manque de transparence et de respect dans le processus de concertation. La découverte des propos du ministre dans la presse, après une réunion de lancement de la concertation sur la réforme de la fonction publique où ce sujet n'avait pas été abordé, a alimenté les suspicions quant à la sincérité du gouvernement dans son engagement envers les travailleurs du secteur public.

Mylène Jacquot, la secrétaire générale de la CFDT Fonctions Publiques déclare : « Réussir à tenir des propos stigmatisants contre la fonction publique alors qu'on affiche pour ambition de la rendre plus attractive, je trouve ça surtout affligeant ». Elle juge également que les propos de Stanislas Guérini « entament sérieusement la loyauté indispensable à une concertation sincère ». « Il appartient au ministre de rétablir les conditions de la confiance, ce qui n'empêche pas les désaccords », insiste-t-elle.

Depuis quelques semaines, il est étonnant de voir un ministre faire des provocations, agiter des chiffons rouges, faire du « fonctionnaires bashing », tenir des propos populistes à la Trump ou au président Argentin à la tronçonneuse. Sauf à penser qu'il a un manque de sens politique ahurissant, et son service « com » avec lui. Ou bien, dans la perspective des élections européennes du 9 juin, des sondages/études lui montreraient que de tenir des propos entendus souvent à droite et à l'extrême droite pourraient réduire les écarts de votes avec le RN



Dans sa dernière intervention dans le journal le Parisien et à la radio, à France-Inter, il a répété au moins 15 fois les mots « tabou » et « j'assume ». Ce fameux « aucun tabou », péroré à l'envi, fait-il passer la brutalité pour du courage, le cynisme pour de la raison ?

Face à cette situation, plusieurs syndicats ont appelé à une mobilisation accrue pour faire pression sur le gouvernement et défendre les intérêts des travailleurs du secteur public. La menace de grèves pendant les Jeux Olympiques de Paris 2024 a été brandie comme un moyen de faire entendre leurs revendications et d'obtenir des concessions de la part du gouvernement. Les syndicats réclament notamment des hausses de salaires, des recrutements stables et d'autres mesures visant à améliorer les conditions de travail et à protéger le statut des fonctionnaires.

Cette opposition des syndicats à la réforme de la fonction publique s'inscrit dans un contexte plus large de mécontentement social et de tensions entre le gouvernement et les travailleurs du secteur public. Les représentants du personnel prévoient de se réunir en intersyndicale pour élaborer une stratégie commune visant à renforcer leur position et à faire valoir leurs revendications auprès du gouvernement. Cette mobilisation témoigne de la détermination des syndicats à défendre les intérêts des travailleurs du secteur public et à s'opposer à toute mesure jugée préjudiciable à leurs droits et à leurs conditions de travail.

En attendant, le 1er ministre Gabriel Attal a été obligé, mercredi à l'Assemblée Nationale, d'appeler au calme et à la raison : « *le gouvernement laissera tout le temps à la concertation, de façon à tout mettre sur la table dans un esprit constructif* ». Il a annoncé qu'il recevrait les organisations syndicales à Matignon à la fin du mois d'avril.

UFETAM – La Défense, le 11 avril 2024

JAC – – –

Pour mémoire :

- Pas demandeurs de ce projet de loi, les huit syndicats représentatifs ont dénoncé dès lundi dans un [communiqué commun](#) une réforme à leurs yeux «*dogmatique*», et qui ne répondrait «*à aucune des préoccupations exprimées par les agents publics*». Cinq ans après une loi de «*transformation*» de la fonction publique qu'ils continuent de dénoncer, les syndicats regrettent que la préparation de la prochaine réforme se fasse sous la forme d'une simple concertation, plutôt que d'une négociation qui leur aurait donné davantage voix au chapitre.

- [Projet de loi « Fonction publique » : Une concertation, vraiment ? Chiche !](#) Le mardi 9 avril, pendant deux heures, le Ministre Stanislas Guérini a entendu les organisations syndicales et les employeurs hospitaliers et territoriaux réagir au document de présentation du projet de loi qu'il devrait porter à l'automne. Une réunion dans un climat dont la confiance était absente.
- Lors du lancement de la concertation sur le projet de loi «Fonction Publique», mardi 9 avril 2024, la CFDT a fait une [déclaration préalable](#).

[projet de loi « Fonction publique », négociations salariales, colère sourde, reconnaissance, populiste, guerini, tabou, Fonction publique, salaires, réforme, confiance](#)

Publié dans [La Fonction Publique - le 12 avril 2024](#)